

Fiche n°7
Les taxes annexes à la taxe professionnelle

Les taxes annexes à la taxe professionnelle sont perçues par trois types d'établissements publics :

- les **chambres de commerce et d'industrie**, qui sont autorisées à percevoir la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie (TFCCI)¹ ;
- les **chambres de métiers**, autorisées à percevoir la taxe pour frais de chambre de métiers (TFCM)² ;
- **certains établissements publics territoriaux** perçoivent une taxe spéciale d'équipement (TSE), additionnelle aux quatre principales taxes directes locales³.

La région Ile-de-France perçoit également une TSE additionnelle aux taxes directes locales et notamment à la taxe professionnelle. Cette taxe n'est pas différente dans son économie de la taxe professionnelle perçue par les autres régions. Elle ne fait donc pas l'objet d'une présentation dans cette fiche.

Année (montants en K€)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
TFCCI	870 740	898 165	912 973	925 640	930 868	932 674	935 333	947 200	1 020 223
TFCM	158 873	163 705	177 752	184 042	187 077	189 431	194 436	208 886	223 284
- dont : droit fixe et contributions additionnelles	119 076	122 814	135 411	139 751	142 358	143 281	146 215	153 117	161 940
- dont : droit proportionnel	39 797	40 891	42 341	44 291	44 719	46 150	48 221	55 769	61 344
TSE	16 533	19 694	19 714	21 178	18 803	23 655	24 608	33 624	41 507
- dont : imposition additionnelle à la taxe professionnelle	8 284	10 249	10 255	11 017	9 775	12 697	13 195	17 604	21 603
- dont : IA à la taxe d'habitation	3 610	4 228	4 228	4 512	4 062	4 908	4 999	7 108	8 526
- dont : IA à la taxe foncière sur les propriétés bâties	4 369	5 150	5 198	5 613	4 935	6 003	6 363	8 848	11 281
- dont : IA à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	270	67	33	36	31	47	51	64	97
Total des IATP	1 037 897	1 072 119	1 100 980	1 120 699	1 127 720	1 134 802	1 142 964	1 173 690	1 265 110

Source : DGI/M2 (hors TSE de la région Ile-de-France)

L'ensemble représentait 1 283 M€ en 2003, dont 1 265 M€ pour les seules impositions additionnelles à la taxe professionnelle. Ce montant a augmenté de 22% sur la période 1995-2003, les prélèvements les plus dynamiques étant les TSE et, dans une moindre mesure, la TFCM. Les évolutions du produit de ces trois types de taxe depuis 1975 sont présentées en **pièce jointe n°4**.

I. LA TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Le réseau consulaire des chambres de commerce et d'industrie est constitué d'établissements publics locaux, régionaux (chambres régionales de commerce et d'industrie) et d'un établissement public national, l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI).

La taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie est perçue par les seules chambres de commerce et d'industrie locales. Les chambres régionales et l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie sont financées au moyen de contributions versées par les chambres de commerce et d'industrie en application du décret du 28 septembre 1938 modifié et du

¹ Article 1600 du code général des impôts.

² Article 1601 du code général des impôts.

³ Articles 1607 bis à 1609 F du code général des impôts.

décret n°64-1200 du 4 décembre 1964. Elle représente un peu plus de 40% des budgets de fonctionnement des CCI, hors concessions et PEEC.

Année (montants en K€)	2000	2001	2002
TFCCI	935 902	936 314	947 058
Budgets de fonctionnement	2 249 047	2 272 493	2 312 555
Part de la TFCCI	41,6%	41,2%	41,0%

Source : DARPMI

Elle est **répartie entre tous les redevables de la taxe professionnelle** proportionnellement à leur base d'imposition. Il s'agit donc d'un **impôt de répartition**. Les principes régissant cette taxe (personnes imposables, assiette et établissement de la taxe) sont présentés en **pièce jointe n°1**.

Année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Produit (en K€)	898 165	912 973	925 640	930 868	935 674	935 333	947 200	1 019 713
Nombre d'articles	2 053 010	2 047 752	2 043 961	2 052 026	2 049 227	2 067 483	2 087 386	ND
Taux moyen d'imposition	0,983	0,960	0,942	0,964	0,964	0,989	1,088	1,187

Source : DLF/C2

Les **modalités de fixation du produit par les chambres** ont fait l'objet d'évolutions substantielles au cours des dernières années. L'évolution du produit de la taxe est arrêté par les chambres de commerce et d'industrie dans les limites fixées par la loi de finances⁴. Ce produit comprend les sommes nécessaires aux chambres de commerce et d'industrie pour subvenir à leurs besoins propres, augmenté du montant de leur contribution aux chambres régionales et à l'ACFCI d'une part et du prélèvement opéré au profit de l'Etat en application de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 d'autre part⁵.

En 2003, le taux maximum d'évolution a été fixé, sous réserve de certains cas particuliers, à 4 %. Pour 2004, cette évolution est fixée à 1,7 %, sauf, sous certaines conditions, pour les chambres situées en Alsace Moselle. Le taux de la taxe est ensuite déterminé par les services fiscaux en divisant le produit arrêté pour chaque chambre de commerce et d'industrie par le total des bases correspondantes.

II. LA TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE METIERS

Les chambres de métiers sont, comme les chambres de commerce et d'industrie, organisées en un réseau d'établissements publics administratifs locaux, régionaux (chambres régionales de métiers) et national (assemblée permanente des chambres de métiers, APCM). Les chambres de métiers représentent les artisans auprès des pouvoirs publics et assurent diverses missions telles que la tenue du registre des métiers, l'organisation de l'apprentissage ou la formation continue.

La taxe pour frais de chambres de métiers est constituée d'un **droit fixe** désormais perçu par chacun des niveaux du réseau⁶ et d'un **droit additionnel à la taxe professionnelle** perçu par les seules chambres de métiers locales (article 1601 du CGI). A ces deux droits s'ajoutent un **droit** perçu au profit d'un fonds **destiné à financer des actions de promotion** et de communication au profit de l'artisanat et une **contribution destinée à financer des actions de formation** continue (articles 1601 A et 1601 B du CGI). Les principes régissant cette taxe (personnes imposables, assiette, établissement de la taxe) sont présentés en **pièce jointe n°2**.

⁴ Des dispositions particulières ont été prévues en cas de fusion de chambres.

⁵ Il s'agit du prélèvement opéré afin de compenser la perte subie par l'Etat du fait de l'assujettissement de France Télécom aux impôts directs locaux dans les conditions de droit commun.

⁶ Cette disposition est applicable à compter de 2004. Antérieurement, seules les chambres de métiers locales percevaient la taxe pour frais de chambres de métiers.

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Hors Alsace-Moselle							
Nombre d'assujettis au droit fixe	754 820	752 769	749 606	750 196	756 439	760 484	772 769
Droit fixe maximum (en €)	90,71	93,76	95,58	94,97	96,04	101,00	105,00
Produits du droit fixe (en M€)	68,3	69,9	72,4	71,2	72,6	76,5	80,9
Produits du droit additionnel (en M€)	35,0	36,5	37,7	38,5	40,6	48,0	53,5
Total TFCM (en M€)	103,2	106,5	110,0	109,7	113,1	124,5	134,4
Total des produits des CM (en M€)	485,9	508,0	518,0	546,3	543,7	572,2	nd
Part de la TFCM dans les produits	21%	21%	21%	20%	21%	22%	nd
Alsace-Moselle							
Produits du droit fixe (en M€)	4,7	4,9	5	5,2	5,1	5,2	5,3
Produits du droit additionnel (en M€)	7,5	7,4	7,5	7,9	7,6	7,7	7,9
Total TFCM (en M€)	12,2	12,3	12,6	13,1	12,7	12,9	13,1
Total des produits des CM (en M€)	30,9	30,4	29,7	30,8	30,8	31,8	nd
Part de la TFCM dans les produits	40%	40%	42%	43%	41%	41%	nd
Total des 104 chambres de métiers							
Produits du droit fixe (en M€)	73	74,9	77,4	76,5	77,6	81,7	86,2
Produits du droit additionnel (en M€)	42,5	43,9	45,2	46,3	48,2	55,8	61,3
Total TFCM (en M€)	115,5	118,8	122,6	122,8	125,9	137,4	147,5
Total des produits des CM (en M€)	516,8	538,4	547,7	577,2	574,5	604,1	nd
Part de la TFCM dans les produits	22%	22%	22%	21%	22%	23%	nd

Source : DECAS

NB : Ce tableau n'inclut pas le montant des contributions additionnelles (75,7 M€ en 2003)

Sous réserve du régime particulier applicable en Alsace Moselle (cf. **pièce jointe n°2**), le dispositif est le suivant :

A. Le droit fixe

A compter de 2004, chaque niveau de chambre de métiers peut fixer le montant du droit fixe perçu à son profit dans la limite d'un montant maximum fixé par la loi de finances. Pour 2004, cette limite est fixée à : 93,50 € pour les chambres de métiers, 7 € pour les chambres régionales de métiers et 12,50 € pour l'assemblée permanente des chambres de métiers soit un **montant maximum de droit fixe par ressortissant de 113 €**.

B. Le droit additionnel

Le produit total du droit additionnel est fixé par chaque chambre locale de métiers **dans la limite de 50 % du montant du droit fixe**. Toutefois, les chambres de métiers peuvent être autorisées à porter le produit du droit additionnel jusqu'à 85 % du produit du droit fixe afin de mettre en œuvre des actions ou des investissements, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. **Le taux du droit additionnel est obtenu en divisant le produit arrêté par la somme des bases de taxe professionnelle des artisans imposables.**

Pour 2004 et afin de prendre en compte la fixation par chaque niveau de chambre du droit fixe, le produit du droit fixe servant de base au calcul du droit additionnel revenant aux chambres locales est majoré d'un coefficient de 1,12.

C. Les contributions additionnelles

Il s'agit :

- du **droit destiné à financer des actions de promotion** et de communication, égal à 10% du montant maximum du droit fixe. Pour 2004, il est égal à 10 % du montant du droit fixe revenant aux seules chambres locales de métiers majoré d'un coefficient de 1,137 ;

- de la **contribution destinée à financer des actions de formation continue**, égale, à compter de 2004, à 0,24 %⁷ du montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Ce prélèvement, différent de la taxe pour frais de chambres de métiers, est établi conjointement à cette dernière.

III. LES TAXES SPECIALES D'EQUIPEMENT

Les établissements publics territoriaux autorisés à percevoir une taxe spéciale d'équipement additionnelle aux quatre taxes directes locales et notamment à la taxe professionnelle sont mentionnés aux articles 1607 bis à 1609 F du CGI⁸. Les principes régissant ces taxes (personnes imposables, assiette et établissement de la taxe) sont présentés en **pièce jointe n°3**.

Les conseils d'administration des établissements publics territoriaux arrêtent chaque année le montant de la taxe spéciale d'équipement dans la limite d'un plafond fixé par la loi de finances. Toutefois et s'agissant des établissements publics fonciers locaux visés à l'article 1607 bis du CGI, il est apparu que la fixation par la loi de finances du produit maximum que ces établissements publics pouvaient être autorisés à percevoir était de nature à engendrer des difficultés. Aussi, l'article 125 nonies du projet de loi relatif aux libertés et aux responsabilités locales prévoit-il que le produit pourrait être arrêté par ces établissements publics fonciers locaux dans la limite d'un montant de 20 € par habitant.

Le produit global à recouvrer est réparti entre les taxes foncières, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle proportionnellement aux recettes procurées par chacune de ces taxes à l'ensemble des communes et à leurs groupements situés dans le ressort de l'établissement public l'année précédente.

Ce système conduit à fixer quatre taux pour la taxe spéciale d'équipement. Le taux additionnel à chacune des taxes principales est déterminé par les services fiscaux en divisant le produit affecté à chaque taxe additionnelle par le total des bases nettes correspondantes imposables au profit de l'établissement public.

Les **pièces jointes n°5 et 6** présentent les produits de TSE par établissement de 1982 à 2003.

⁷ Antérieurement ce pourcentage était fixé à 0,29%.

⁸ - établissements publics fonciers visés à l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme (article 1607 bis du CGI) ;
- l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine (article 1608 du CGI) ;
- l'établissement public de la métropole lorraine (article 1609 du CGI) ;
- l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais (article 1609 A du CGI) ;
- l'établissement public d'aménagement de la Guyane (article 1609 B du CGI) ;
- les agences pour la mise en valeur des espaces urbains dites des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique (article 1609 C et 1609 D du CGI) ;
- l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (article 1609 E du CGI) ;
- l'établissement public foncier de Provence-Alpes Côte d'Azur (article 1609 F du CGI).

PIECE JOINTE N°1

TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (TFCCI)

I. LES PERSONNES IMPOSABLES

A. Principe

La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie est due, sauf exonération spécifique, par toutes les personnes imposées à la taxe professionnelle.

B. Exonérations

1. Articulation de la TFCCI avec les exonérations prévues en matière de TP

Les exonérations permanentes, prévues en matière de taxe professionnelle aux articles 1449 à 1464 du CGI, s'étendent à la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie, y compris l'exonération en cas de création d'établissement.

En revanche, **ne s'appliquent pas à la TFCCI** : l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire (article 1465, 1465A, 1465B) ainsi que dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines (articles 1466, 1466B), la zone franche Corse, l'exonération en faveur de certaines entreprises de spectacles (article 1464 A du CGI), les exonérations en faveur de certaines installations (articles 1464E et F du CGI), l'exonération en faveur de certains outillages de manutention portuaire (article 1464G), l'exonération en faveur des activités des établissements public administratifs d'enseignement supérieur (article 1464 H).

2. Les exonérations spécifiques en matière de TFCCI

a) exonération de TFCCI sur délibération de l'organisme consulaire

Une exonération temporaire de TFCCI en faveur des entreprises nouvelles et de celles créées pour reprendre un établissement en difficulté est prévue par l'article 1602 du code général des impôts. Elle est subordonnée à une délibération de la chambre de commerce et d'industrie dans le ressort de laquelle l'établissement est situé. Elle porte sur les deux années suivant celle de la création de l'entreprise.

b) personnes exonérées

Sont exonérés de la TFCCI :

- les redevables qui exercent exclusivement une **profession non commerciale** ;
- les **artisans** établis dans la circonscription d'une chambre de métiers, régulièrement inscrits au répertoire des métiers mais qui ne sont pas portés sur la liste électorale de la chambre de commerce et d'industrie de leur circonscription⁹ ;

⁹ Cf. Art. 1600 I 5° du CGI. Les artisans à la fois inscrits au répertoire des métiers et portés sur la liste électorale de la CCI ne sont pas exonérés mais bénéficient d'une réduction de base de moitié (art. 1600 du CGI, dernier alinéa du I.).

- diverses autres professions (loueurs de chambres ou appartements meublés, chefs d'institution et maîtres de pension, sociétés d'assurance mutuelles, caisses de crédit agricole mutuel et caisses de crédit mutuel adhérentes à la confédération nationale du crédit mutuel, caisse nationale de crédit agricole et caisses d'épargne et de prévoyance, sociétés coopératives agricoles et leurs unions ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole, artisans pêcheurs et les sociétés de pêche artisanale).

II. L'ASSIETTE DE LA TAXE

La taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie est assise sur la **même base que la taxe professionnelle**. Elle est donc, **le cas échéant**, assise **sur la base minimum** de la taxe professionnelle.

Par ailleurs, la base d'imposition est réduite de moitié pour les artisans régulièrement inscrits au répertoire des métiers et qui restent portés sur la liste électorale de la chambre de commerce et d'industrie de leur circonscription.

III. L'ETABLISSEMENT DE LA TAXE

La taxe est établie et recouvrée dans les conditions prévues pour la taxe professionnelle. Elle est due pour l'année entière par le contribuable qui exerce l'activité imposable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Elle est établie dans chaque commune de la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie où le redevable est imposé à la taxe professionnelle.

IV. CALCUL DES COTISATIONS

Les cotisations individuelles sont déterminées en appliquant aux bases de taxe professionnelle le taux résultant du produit arrêté par les chambres.

Cette taxe est **exclue de la cotisation de taxe professionnelle prise en compte pour le calcul du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée**.

PIECE JOINTE N°2

TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE METIERS (TFCM)

I. PERSONNES IMPOSABLES

La taxe pour frais de chambre de métiers est due par les chefs d'entreprises individuelles et les sociétés tenus de s'inscrire au répertoire des métiers ou qui y demeurent immatriculés.

Les chefs d'entreprises individuelles titulaires de l'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L 815-2 ou L 815-3 du code de la sécurité sociale (ex FNS) en sont dégrevés d'office.

II. EXONERATIONS

A. Articulation de la TFCM avec les exonérations prévues en matière de TP

Bien que la taxe pour frais de chambres de métiers soit additionnelle au moins pour partie à la taxe professionnelle, les exonérations prévues en matière de taxe professionnelle aux articles 1449 à 1464 du CGI (exonérations permanentes) ne s'y appliquent pas. Toutefois, en l'absence d'imposition à la taxe professionnelle, le droit additionnel n'est pas perçu.

En outre, ne s'appliquent pas à la taxe pour frais de chambres de métiers l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire (article 1465, 1465A, 1465 B) ainsi que dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines (articles 1466, 1466B) et la zone franche Corse.

B. Les exonérations spécifiques en matière de TFCM

Les chambres de métiers peuvent instituer une exonération temporaire de TFCM en faveur des entreprises nouvelles et de celles créées pour reprendre un établissement en difficulté. Cette exonération est subordonnée à une délibération de la chambre de métiers dans le ressort de laquelle l'établissement est situé et porte sur les deux années suivant celle de la création de l'entreprise.

II. CALCUL DE LA TAXE

A. Le droit fixe

Le droit fixe est dû par tous les redevables de la taxe pour frais de chambres de métiers. Toutefois, **il n'est dû qu'un seul droit fixe par entreprise individuelle ou société**. En cas de pluralité d'établissements dans la circonscription de la chambre, le droit fixe est établi dans la commune du principal établissement.

B. Le droit additionnel

Il n'est exigible que des artisans imposés à la taxe professionnelle. Il est **dû dans chaque commune où le contribuable est assujéti à la taxe professionnelle**.

Le droit additionnel de la taxe pour frais de chambres de métiers est assis sur la même base que la taxe professionnelle. La base minimum de la taxe professionnelle peut donc être retenue pour ce droit additionnel.

Cette taxe est **exclue de la cotisation de taxe professionnelle prise en compte pour le calcul du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée**.

III. ETABLISSEMENT DE LA TAXE

La taxe est établie et recouvrée dans les conditions prévues pour la taxe professionnelle. Elle est due pour l'année entière par le redevable qui exerce l'activité imposable le 1^{er} janvier.

IV. LE REGIME APPLICABLE DANS LES DEPARTEMENTS DU BAS-RHIN, DU HAUT-RHIN ET DE LA MOSELLE

A. Droit fixe et droit variable perçus par les chambres de métiers

Les chambres de métiers votent chaque année le produit global de la taxe mise à la charge de l'ensemble des entreprises artisanales de la circonscription. **Le droit fixe est ensuite calculé** de telle sorte que son produit soit égal à 40 % du produit global de la TFCM. Son montant unitaire est obtenu **en divisant 40 % du produit global** voté par la chambre **par le nombre de ressortissants**.

Le montant du droit variable, pour chaque contribuable, est égal au produit de sa base de taxe professionnelle par le taux du droit variable. Ce dernier **est obtenu en divisant** le produit du droit variable (**60 % du produit global**) **par la somme des bases de taxe professionnelle** des entreprises imposables.

B. Droit fixe perçu par la chambre régionale de Lorraine et par l'assemblée permanente des chambres de métiers

A compter de 2004, la chambre régionale de Lorraine peut fixer le montant du droit fixe perçu à son profit dans la limite du montant maximum fixé par la loi. Le droit fixe voté par l'APCM est applicable en Alsace Moselle.

IV. LES CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES

A. Le droit destiné à financer des actions de promotion et de communication au profit de l'artisanat

Ce droit est recouvré dans les mêmes conditions que la TFCM.

B. La contribution destinée à financer des actions de formation continue

Les redevables assujettis au droit fixe de la TFCM sont assujettis au prélèvement destiné au financement de la formation professionnelle continue.

PIECE JOINTE N°3**TAXES SPECIALES D'EQUIPEMENT**
(TSE)**I. PERSONNES IMPOSABLES**

Les taxes spéciales d'équipement perçues par les établissements publics territoriaux sont **dues par toutes les personnes imposées à la taxe foncière sur les propriétés bâties, à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, à la taxe d'habitation et à la taxe professionnelle** dans les communes comprises dans le ressort de chaque établissement public territorial.

Les contribuables bénéficiant d'une **exonération totale, permanente ou temporaire** de l'une des quatre taxes directes locales sont exonérés de la taxe spéciale d'équipement additionnelle à cette taxe.

Les exonérations temporaires, totales ou partielles, accordées sur délibération des collectivités locales **ne s'appliquent** à la taxe spéciale d'équipement **que dans la mesure où le conseil général du département a voté l'exonération** et pour la durée et la quotité qu'il a fixées.

II. BASE D'IMPOSITION

Les taxes spéciales d'équipement perçues par les établissements publics territoriaux sont calculées sur la même base que la taxe principale à laquelle elles s'ajoutent. Elles sont donc, le cas échéant, assises sur la base minimum de taxe professionnelle.

III. ETABLISSEMENT DE LA TAXE

Les taxes spéciales d'équipement sont établies et recouvrées selon les règles applicables à la taxe principale à laquelle elle s'ajoutent.

Ainsi, la TSE additionnelle à la taxe professionnelle dû par un redevable apparaît sur l'avis d'imposition de la taxe professionnelle. Le montant de cette taxe additionnelle est obtenu par application du taux de la taxe spéciale d'équipement à la base d'imposition à la taxe professionnelle du redevable.

La taxe spéciale d'équipement additionnelle à la taxe professionnelle est **comprise dans la cotisation éligible au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée**.

**Evolution, depuis 1975, de la taxe pour frais de Chambre de commerce et d'industrie, de la taxe pour frais de Chambre des métiers
et des taxes spéciales d'équipement**

(en Milliers d'euros)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Taxe pour frais de Chambre de Commerce et d'Industrie	112 704	128 060	156 550	186 683	217 800	250 886	291 538	346 699	394 522	401 103
<i>% d'évolution</i>		13,6%	22,2%	19,2%	16,7%	15,2%	16,2%	18,9%	13,8%	1,7%
Taxe pour frais de Chambre des Métiers	15 863	18 516	23 958	27 656	34 236	41 297	50 637	62 439	83 398	90 557
<i>% d'évolution</i>		16,7%	29,4%	15,4%	23,8%	20,6%	22,6%	23,3%	33,6%	8,6%
dont :										
- droit fixe et contributions additionnelles	<i>non</i>	13 354	16 495	18 976	23 642	<i>non</i>		43 793	62 177	67 594
<i>% d'évolution</i>			23,5%	15,0%	24,6%				42,0%	8,7%
- droit proportionnel	<i>déterminé</i>	5 162	7 463	8 680	10 594	<i>déterminé</i>		18 646	21 221	22 963
<i>% d'évolution</i>			44,6%	16,3%	22,1%				13,8%	8,2%
Taxe spéciale d'équipement										
- à la taxe professionnelle								5 409	6 186	6 732
<i>% d'évolution</i>									14,4%	8,8%
- à la taxe d'habitation								2 227	2 538	3 094
<i>% d'évolution</i>									14,0%	21,9%
- à la taxe foncière sur les propriétés bâties								1 773	2 063	2 540
<i>% d'évolution</i>									16,4%	23,1%
- à la taxe foncière sur les propriétés non bâties								273	291	346
<i>% d'évolution</i>									6,6%	18,9%

(en Milliers d'euros)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Taxe pour frais de Chambre de Commerce et d'Industrie	462 492	505 729	548 626	585 763	628 560	671 441	708 341	750 768	797 425	836 578
<i>% d'évolution</i>	15,3%	9,3%	8,5%	6,8%	7,3%	6,8%	5,5%	6,0%	6,2%	4,9%
Taxe pour frais de Chambre des Métiers	95 869	100 258	106 721	114 743	122 150	128 388	134 911	139 227	145 511	152 347
<i>% d'évolution</i>	5,9%	4,6%	6,4%	7,5%	6,5%	5,1%	5,1%	3,2%	4,5%	4,7%
dont										
- droit fixe et contributions additionnelles	71 613	74 796	79 724	85 894	91 420	96 236	101 345	104 591	109 172	114 513
<i>% d'évolution</i>	5,9%	4,4%	6,6%	7,7%	6,4%	5,3%	5,3%	3,2%	4,4%	4,9%
- droit proportionnel	24 256	25 462	26 997	28 849	30 730	32 152	33 566	34 636	36 339	37 834
<i>% d'évolution</i>	5,6%	5,0%	6,0%	6,9%	6,5%	4,6%	4,4%	3,2%	4,9%	4,1%
Taxe spéciale d'équipement										
- à la taxe professionnelle	6 486	6 555	6 641	6 460	5 941	6 014	6 215	7 036	8 154	8 203
<i>% d'évolution</i>	-3,7%	1,1%	1,3%	-2,7%	-8,0%	1,2%	3,3%	13,2%	15,9%	0,6%
- à la taxe d'habitation	3 029	3 084	3 158	3 169	3 355	3 356	3 362	3 691	3 662	3 657
<i>% d'évolution</i>	-2,1%	1,8%	2,4%	0,3%	5,9%	0,0%	0,2%	9,8%	-0,8%	-0,1%
- à la taxe foncière sur les propriétés bâties	2 950	3 005	3 095	3 201	3 472	3 423	3 439	3 683	4 302	4 336
<i>% d'évolution</i>	16,1%	1,9%	3,0%	3,4%	8,5%	-1,4%	0,5%	7,1%	16,8%	0,8%
- à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	322	317	309	326	323	305	271	263	308	289
<i>% d'évolution</i>	-6,9%	-1,6%	-2,5%	5,5%	-0,9%	-5,6%	-11,1%	-3,0%	17,1%	-6,2%

(en Milliers d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe pour frais de Chambre de Commerce et d'Industrie	870 740	898 165	912 973	925 640	930 868	932 674	935 333	947 200	1 020 223
<i>% d'évolution</i>	4,1%	3,1%	1,6%	1,4%	0,6%	0,2%	0,3%	1,3%	7,7%
Taxe pour frais de Chambre des Métiers	158 873	163 705	177 752	184 042	187 077	189 431	194 436	208 886	223 284
<i>% d'évolution</i>	4,3%	3,0%	8,6%	3,5%	1,6%	1,3%	2,6%	7,4%	6,9%
dont									
- droit fixe et contributions additionnelles	119 076	122 814	135 411	139 751	142 358	143 281	146 215	153 117	161 940
<i>% d'évolution</i>	4,0%	3,1%	10,3%	3,2%	1,9%	0,6%	2,0%	4,7%	5,8%
- droit proportionnel	39 797	40 891	42 341	44 291	44 719	46 150	48 221	55 769	61 344
<i>% d'évolution</i>	5,2%	2,7%	3,5%	4,6%	1,0%	3,2%	4,5%	15,7%	10,0%
Taxe spéciale d'équipement	16 533	19 694	19 714	21 178	18 803	23 655	24 608	33 624	41 507
- à la taxe professionnelle	8 284	10 249	10 255	11 017	9 775	12 697	13 195	17 604	21 603
<i>% d'évolution</i>	1,0%	23,7%	0,1%	7,4%	-11,3%	29,9%	3,9%	33,4%	22,7%
- à la taxe d'habitation	3 610	4 228	4 228	4 512	4 062	4 908	4 999	7 108	8 526
<i>% d'évolution</i>	-1,3%	17,1%	0,0%	6,7%	-10,0%	20,8%	1,9%	42,2%	19,9%
- à la taxe foncière sur les propriétés bâties	4 369	5 150	5 198	5 613	4 935	6 003	6 363	8 848	11 281
<i>% d'évolution</i>	0,8%	17,9%	0,9%	8,0%	-12,1%	21,6%	6,0%	39,1%	27,5%
- à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	270	67	33	36	31	47	51	64	97
<i>% d'évolution</i>	-6,6%	-75,2%	-50,7%	9,1%	-13,9%	51,6%	8,5%	25,5%	51,6%

Pièce jointe n°5
TSE par établissement
Taxe additionnelle à la taxe professionnelle
REI 1982 à 2003
(montants en K€)

DEP	établissement	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
04	PACA							
05	PACA							
06	PACA							
13	PACA							
83	PACA							
84	PACA							
14	BASSE SEINE	355,06	405,39	431,39	430,86	442,56	434,69	389,44
27	BASSE SEINE	400,59	458,66	508,32	507,12	532,01	538,71	480,43
76	BASSE SEINE	1 437,13	1 630,70	1 791,03	1 734,25	1 789,63	1 779,74	1 560,97
38	REGION GRENOBLOISE							
63	PUY DE DOME							
54	LORRAINE	1 283,07	1 490,78	1 662,07	1 489,05	1 531,10	1 514,19	1 636,73
57	LORRAINE	1 933,23	2 200,54	2 338,95	2 224,94	2 260,08	2 373,83	2 392,12
88	LORRAINE							
59	NORD PAS DE CALAIS							
62	NORD PAS DE CALAIS							
75	ILE DE France	23 606,54	26 227,07	27 763,58	28 244,32	29 484,79	30 801,66	31 854,36
77	ILE DE France	1 818,60	2 111,03	2 274,62	2 368,55	2 472,81	2 620,95	2 777,26
78	ILE DE France	4 320,66	4 864,49	5 215,12	5 260,21	5 516,08	5 841,50	6 293,46
91	ILE DE France	3 399,38	3 895,56	4 303,18	4 469,38	4 758,12	5 101,10	5 572,03
92	ILE DE France	12 944,27	15 002,54	16 098,03	16 495,86	17 398,45	18 274,79	19 150,55
93	ILE DE France	6 492,63	7 286,92	7 731,83	7 864,06	8 012,57	8 312,51	8 672,07
94	ILE DE France	5 423,99	6 052,40	6 321,30	6 420,08	6 671,24	6 894,58	7 151,41
95	ILE DE France	2 275,03	2 550,48	2 716,29	2 776,55	2 914,81	2 985,27	3 197,95
95	ARGENTEUIL-BEZONS							
96	PAS GEO GUADELOUPE							
97	PAS GEO MARTINIQUE							
98	GUYANE							
ensemble		65 690,17	74 176,55	79 155,71	80 285,23	83 784,25	87 473,51	91 128,77

Pièce jointe n°5
TSE par établissement
Taxe additionnelle à la taxe professionnelle
REI 1982 à 2003
(montants en K€)

DEP	établissement	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
04	PACA							
05	PACA							
06	PACA							
13	PACA							
83	PACA							
84	PACA							
14	BASSE SEINE	379,43	382,78	411,88	441,43	507,65	503,46	486,97
27	BASSE SEINE	471,86	493,22	518,86	553,96	646,50	649,52	663,09
76	BASSE SEINE	1 503,24	1 519,77	1 530,93	1 593,73	1 830,51	1 804,74	1 837,99
38	REGION GRENOBLOISE							
63	PUY DE DOME					527,46	553,89	591,37
54	LORRAINE	1 453,75	1 465,11	1 517,88	1 786,18	1 822,38	1 777,15	1 782,47
57	LORRAINE	2 132,90	2 153,38	2 235,20	2 660,25	2 819,29	2 913,98	2 922,60
88	LORRAINE							
59	NORD PAS DE CALAIS							
62	NORD PAS DE CALAIS							
75	ILE DE France							
77	ILE DE France							
78	ILE DE France							
91	ILE DE France							
92	ILE DE France							
93	ILE DE France							
94	ILE DE France							
95	ILE DE France							
95	ARGENTEUIL-BEZONS							
96	PAS GEO GUADELOUPE							
97	PAS GEO MARTINIQUE							
98	GUYANE							
ensemble		5 941,17	6 014,26	6 214,75	7 035,56	8 153,81	8 202,73	8 284,50

Pièce jointe n°5
TSE par établissement
Taxe additionnelle à la taxe professionnelle
REI 1982 à 2003
(montants en K€)

DEP	établissement	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
04	PACA							91,70	93,73
05	PACA							66,80	70,92
06	PACA							572,77	598,42
13	PACA							1 479,20	1 501,36
83	PACA							328,54	354,03
84	PACA							283,42	308,51
14	BASSE SEINE	487,23	503,75	512,05	383,59	385,14	425,08	414,68	423,18
27	BASSE SEINE	668,16	669,28	671,33	499,93	513,13	448,64	448,17	430,93
76	BASSE SEINE	1 860,88	1 835,19	1 855,81	1 397,92	1 429,86	1 412,17	1 480,45	1 435,19
38	REGION GRENOBLOISE								3 164,32
63	PUY DE DOME	641,58	664,12	687,31	717,09	757,67	801,57	844,67	891,95
54	LORRAINE	1 523,33	1 523,09	1 575,17	1 406,70	1 315,81	1 292,93	1 083,33	1 261,39
57	LORRAINE	2 445,82	2 425,92	2 373,17	2 139,61	2 031,55	1 980,55	2 160,29	2 450,96
88	LORRAINE							841,73	951,35
59	NORD PAS DE CALAIS	1 768,87	1 766,67	1 765,24	1 757,71	3 538,53	3 572,29	3 515,79	3 430,94
62	NORD PAS DE CALAIS	853,54	867,34	873,81	875,67	1 763,37	1 791,73	1 811,92	1 805,21
75	ILE DE France								
77	ILE DE France								
78	ILE DE France								
91	ILE DE France								
92	ILE DE France								
93	ILE DE France								
94	ILE DE France								
95	ILE DE France								
95	ARGENTEUIL-BEZONS			703,69	596,43	627,77	651,01	674,26	687,92
96	PAS GEO GUADELOUPE						261,62	367,64	667,64
97	PAS GEO MARTINIQUE						216,23	561,07	561,99
98	GUYANE					334,50	341,59	577,66	560,43
ensemble		10 249,40	10 255,36	11 017,59	9 774,63	12 697,34	13 195,40	17 604,07	21 650,34

Pièce jointe n°6
TSE par établissement
REI 1982 à 2003
(montants en K€)

année	PACA				
	FB	FNB	TH	TP	Total
2002	1 585,68	14,43	1 543,27	2 822,42	5 965,80
2003	1 517,42	15,34	1 534,70	2 926,95	5 994,40

année	REGION GRENOBLOISE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
2003	1 853,01	7,37	970,75	3 164,32	7 998,45

année	BASSE SEINE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1982	927,86	192,45	878,83	2 192,78	4 191,92
1983	1 058,13	198,17	975,57	2 494,75	4 726,62
1984	1 309,41	235,37	1 208,86	2 730,73	5 484,36
1985	1 479,74	219,26	1 133,50	2 672,22	5 504,73
1986	1 556,91	219,27	1 248,34	2 764,20	5 788,72
1987	1 584,47	212,66	1 246,67	2 753,14	5 796,93
1988	1 682,62	234,75	1 296,66	2 430,83	5 644,85
1989	1 667,20	217,70	1 205,46	2 354,53	5 444,89
1990	1 639,21	203,38	1 223,06	2 395,77	5 461,41
1991	1 643,48	172,05	1 217,02	2 461,67	5 494,22
1992	1 583,70	152,46	1 163,67	2 589,13	5 488,96
1993	1 786,56	159,41	1 170,08	2 984,67	6 100,73
1994	1 831,87	150,38	1 152,78	2 957,72	6 092,75
1995	1 844,77	135,90	1 130,23	2 988,05	6 098,95
1996	1 905,53	45,16	1 145,45	3 016,27	6 112,40
1997	1 927,64	10,91	1 147,69	3 008,23	6 094,46
1998	1 919,09	9,91	1 128,71	3 039,19	6 096,91
1999	1 442,75	6,44	849,26	2 281,43	4 579,88
2000	1 424,64	6,53	826,52	2 328,13	4 585,81
2001	1 509,15	7,81	847,84	2 285,88	4 650,68
2002	1 422,24	4,99	819,83	2 343,31	4 590,37
2003	1 410,30	4,91	815,53	2 289,30	4 520,05

année	PUY DE DOME				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1993	335,76	42,36	282,64	527,46	1 188,23
1994	340,11	40,36	286,72	553,89	1 221,07
1995	361,45	41,48	300,04	591,37	1 294,35
1996	388,12	3,34	322,13	641,58	1 355,17
1997	403,55	3,29	321,28	664,12	1 392,24
1998	420,05	2,91	338,76	687,31	1 449,04
1999	428,10	2,83	347,33	717,09	1 495,35
2000	432,17	3,00	348,40	757,67	1 541,24
2001	444,05	3,07	353,81	801,57	1 602,51
2002	462,09	2,32	373,50	844,67	1 682,58
2003	481,51	2,24	386,14	891,95	1 761,84

année	NORD PAS-DE-CALAIS				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1996	1 023,90	7,39	929,16	2 622,41	4 582,85
1997	1 023,82	6,65	919,91	2 634,01	4 584,38
1998	1 020,06	6,14	912,41	2 639,05	4 577,66
1999	1 028,25	6,04	912,58	2 633,37	4 580,24
2000	2 042,45	13,49	1 820,07	5 301,90	9 177,90
2001	2 012,67	12,45	1 776,95	5 364,02	9 166,09
2002	2 062,24	9,70	1 768,79	5 327,71	9 168,43
2003	2 108,33	9,67	1 814,60	5 236,16	9 168,76

Pièce jointe n°6
TSE par établissement
REI 1982 à 2003
(montants en K€)

année	LORRAINE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1982	845,11	80,67	1 347,84	3 216,30	5 489,92
1983	1 004,65	93,13	1 562,02	3 691,32	6 351,12
1984	1 230,52	111,13	1 885,06	4 001,02	7 227,74
1985	1 469,97	102,95	1 895,01	3 713,98	7 181,92
1986	1 448,52	97,23	1 836,15	3 791,18	7 173,07
1987	1 510,38	95,90	1 910,87	3 888,02	7 405,17
1988	1 518,61	90,93	1 872,07	4 028,85	7 510,46
1989	1 804,76	105,82	2 149,57	3 586,64	7 646,80
1990	1 783,69	101,93	2 132,58	3 618,49	7 636,69
1991	1 795,60	99,15	2 144,53	3 753,08	7 792,37
1992	2 099,24	110,25	2 527,64	4 446,43	9 183,57
1993	2 179,80	106,25	2 209,44	4 641,68	9 137,17
1994	2 164,24	98,27	2 217,57	4 691,13	9 171,21
1995	2 162,71	92,54	2 179,31	4 705,08	9 139,64
1996	1 832,57	11,63	1 831,56	3 969,14	7 644,90
1997	1 842,70	11,86	1 839,33	3 949,01	7 642,90
1998	1 844,86	11,16	1 815,92	3 948,34	7 620,28
1999	1 669,33	11,16	1 646,23	3 546,31	6 873,03
2000	1 538,58	9,75	1 524,45	3 347,36	6 420,15
2001	1 417,39	8,75	1 405,34	3 273,48	6 104,96
2002	1 447,08	7,06	1 399,67	4 085,35	6 939,16
2003	1 630,38	8,00	1 583,77	4 663,69	7 885,85

année	PAS GEO MARTINIQUE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
2001	205,88	1,14	111,36	216,23	534,60
2002	623,48	3,01	342,91	561,07	1 530,47
2003	616,31	2,91	348,97	561,99	1 530,18

année	ILE DE France				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1982	16 981,27	1 009,98	29 566,31	60 281,10	60 281,10
1983	19 248,52	1 122,17	32 625,18	67 990,48	67 990,48
1984	23 236,47	1 370,93	38 438,22	72 423,96	72 423,96
1985	28 830,69	1 381,19	39 048,15	73 899,02	73 899,02
1986	30 939,45	1 394,93	40 895,56	77 228,87	77 228,87
1987	32 975,38	1 428,43	42 383,37	80 832,36	80 832,36
1988	41 070,32	1 597,41	51 297,76	84 669,09	84 669,09

année	ARGENTEUIL-BEZONS				
	FB	FNB	TH	TP	Total
1998	408,62	5,40	316,10	703,69	1 433,81
1999	367,10	4,28	307,02	596,43	1 274,83
2000	373,69	4,11	314,63	627,77	1 320,21
2001	374,26	3,99	314,96	651,01	1 344,22
2002	371,35	3,80	325,29	674,26	1 374,70
2003	371,59	3,82	318,47	687,92	1 381,79

année	PAS GEO GUADELOUPE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
2001	214,48	3,29	123,76	261,62	603,15
2002	301,16	3,07	168,04	367,64	839,90
2003	550,96	6,54	302,86	667,64	1 528,00

année	GUYANE				
	FB	FNB	TH	TP	Total
2000	191,79	9,79	74,17	334,50	610,25
2001	185,25	10,29	64,68	341,59	601,81
2002	291,42	15,53	111,72	577,66	996,33
2003	310,05	13,26	116,67	560,43	1 000,42